

Aujourd'hui, ces efforts et les défis auxquels nous devons faire face supposent que nous avons besoin de nouvelles méthodes pour instaurer la paix, et cela peut comprendre des mesures d'établissement de la paix s'il le faut.

Je citerai à ce sujet les propos de M. Lester Pearson lorsqu'il a reçu le Prix Nobel de la paix à Oslo, en 1957 : «À présent, le choix...est aussi clair pour les nations qu'il l'a déjà été pour chacun : la paix ou l'extinction. La vie des États, pas plus que celles des gens, ne peut dépendre de la force et de la volonté d'une unité, si puissante soit-elle, mais plutôt du consensus d'un groupe, qui devra un jour englober tous les pays. Aujourd'hui, l'État prédateur, ou le groupe d'États prédateurs ayant le pouvoir de tout détruire, n'est pas plus toléré que l'individu prédateur.»

C'est précisément pour cette raison que le Canada, d'autres pays, des organisations régionales et les Nations Unies tentent de trouver des formes plus avancées de maintien de la paix.

Les Nations Unies, ainsi que d'autres organisations régionales, tiennent par-dessus tout à développer davantage la fonction de maintien de la paix et d'autres éléments du règlement des différends et de la prévention des conflits à l'intérieur des limites de moins en moins restreintes de la sécurité collective. Le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, en réponse à une demande qui lui avait été faite au sommet du Conseil de sécurité en janvier dernier, a publié son rapport tant attendu sur de nouvelles approches en matière de maintien de la paix, d'établissement de la paix et de diplomatie préventive. Le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays nordiques ont fait une série de recommandations dont M. Boutros-Ghali s'est beaucoup inspiré pour préparer son étude.

Le Canada a insisté sur le fait que l'ONU devait avoir la capacité de monter une opération de la paix rapidement. Nous avons des troupes prêtes en permanence à des fins de maintien de la paix et nous encourageons les autres pays à en faire autant. Il nous semble d'ailleurs que ce potentiel pourrait être plus efficacement coordonné par les Nations Unies.

Il faut aussi que les autres pays paient leur part des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le Canada, lui, a toujours réglé sa note, à temps et sans poser de questions.

Prenons la mission au Cambodge : elle a coûté plus de 100 millions de dollars par mois, tandis que la guerre du Golfe a coûté 1 milliard de dollars par jour, le temps qu'elle a duré.

Le premier ministre Mulroney l'a dit à Montréal le 24 mai et à d'innombrables occasions : les Nations Unies sont vitales pour le Canada, et le Canada est vital pour les Nations Unies. Nous